

Réponses au CoReP sur le regroupement communiste

14 septembre 2016

Chers camarades du CoReP, camarade Couthon

Effectivement, cela fait maintenant 6 ans, nous avons refusé de rencontrer des camarades du CoReP à Buenos-Aires (ils étaient venus pour discuter avec le PRS-LCO - pas avec nous), parce que dans leur invitation, celui qui vous répond aujourd'hui était accusé d'être un calomniateur. Nous leur avons cependant fait remarquer que ce camarade avait seulement dit à Couthon que le GB faisait du crétinisme anti-moréniste et qu'il était sectaire et autoproclamé. Si on nous avait accusés de faire du crétinisme anti-lambertiste ou qu'on nous avait dit que nous étions sectaires et autoproclamés, cette caractérisation ou cette opinion nous aurait semblé incorrecte et nous y aurions répondu, mais nous ne nous serions pas offensés pour autant. En outre, il nous semblait contradictoire d'inviter, non seulement un « menteur », mais aussi la LCT dont ce camarade est le dirigeant, à travailler à la compréhension commune des événements et des tâches. Par ailleurs nous n'avons pas su pourquoi ils voulaient une réunion programmatique - pour travailler à une telle compréhension commune des événements et des tâches, puisqu'ils ne nous avaient pas informé de leur rupture avec le PRS-LCO, ni dans quelles conditions celle-ci avait eu lieu, et parce que, nous supposons, qu'ils n'accepteraient pas de discuter avec un « diffamateur » mais qu'ils l'exclueraient de cette réunion.

Nous leur avons répondu, le jour même où nous avons reçu leur message, mais jamais nous n'en avons eu d'écho, jamais, même, on nous en accusa réception. 6 ans ont passés et, de nouveau, le CoReP revient à la charge et nous invite à discuter. Ce qui nous autorise à penser que vous avez compris que nous n'avons jamais cherché à vous calomnier, mais qu'il s'agissait simplement de divergences politiques que nous avons et que nous avons encore, concernant la façon dont nous nous positionnons face à tous ceux qui se réclament du trotskysme. Bien que nous reconnaissons que dans votre dernier document (le Projet de plateforme présenté par le Bureau international du CoReP) vous critiquez à juste titre ou non, mais vous n'accusez pas les autres courants de crétinisme ou de diffamation.

Concernant le Projet de plateforme de 2015, présenté par le bureau international, nous avons quelques désaccords :

1) Nous avons des divergences avec votre analyse de l'origine de la crise capitaliste et avec les perspectives historiques du capitalisme. Selon votre Projet de plateforme, la crise résulte de la surproduction alors que notre Déclaration parle de la baisse tendancielle du taux de profit. Evoquer la surproduction sous-entend qu'à un moment donné (depuis l'origine du capitalisme, dit le Projet de plateforme, il y aurait surproduction. Cela signifierait une déflation permanente, or il n'en fut jamais ainsi), le capitalisme a commencé à produire plus que la capacité de consommation ou que les consommateurs ont commencé à moins consommer (sous-consommation). Mais comme on ne réduit pas sa consommation par plaisir, mais par nécessité, le problème réside dans le manque de travail et dans les bas salaires résultant de la surexploitation combinés à l'augmentation du chômage qui est déjà structurel. De cela votre analyse rend compte - au point 4 -, mais seulement pour expliquer que cela permet un niveau cycle de production en repartant à zéro.

Le point 2 du Projet de plateforme se termine en disant : « Depuis son apparition, le capitalisme est caractérisé par des crises périodiques de surproduction de marchandises dues à la suraccumulation de capital, au rapport insuffisant entre la plus-value et le capital. Les crises économiques permettent à l'accumulation de reprendre. Le taux de profit remonte grâce à l'augmentation de l'exploitation permise par le chômage et par la dévalorisation et la destruction de capital. »

Puis, au début du point 3, il est dit : « Une conséquence décisive de l'auto-valorisation du capital, de la recherche effrénée du profit, réside en ce qu'il n'y a d'autres limites au capital que ses propres contradictions ». Mais il n'est jamais expliqué, dans l'analyse de ces contradictions, laquelle est la plus importante, ni comment ces contradictions agissent aujourd'hui.

Ensuite le projet se penche sur d'autres questions comme celle de l'impérialisme et de ses contradictions, ou celle de la domination du monde semi-colonial, mais il n'aborde ni l'analyse du métabolisme du capital ni celle de sa phase impérialiste. La tendance croissante à la marche à la guerre mondiale n'est pas non plus traitée, ni, en attendant cette échéance, que l'attaque permanente contre les peuples semi-coloniaux et les conditions de vie des masses. Arrivé à ce stade, le projet semble dire que le capitalisme se survivrait au travers d'une succession de crises dont il sortirait toujours grâce à une reprise économique qui ne laisserait pas de traces sociales négatives, où il n'y aurait pas déjà une forte tendance à la barbarie, à la paupérisation absolue et croissante du prolétariat. A aucun moment, le Projet de plateforme n'indique, en employant l'expression, ni même par la dynamique de l'analyse, que l'alternative historique est Socialisme ou Barbarie.

2) Maintenant que nous avons à nouveau la possibilité de polémiquer, nous voulons aborder la manière différente que nous avons de nous référer à l'histoire. Pour nous l'étude de l'histoire doit permettre d'en tirer des leçons et servir à jeter à la face des autres des faits ou des événements pour se délimiter. Ce qui nous délimite des centristes et des opportunistes, ce sont les réponses qu'avec ces leçons tirées de l'histoire nous apportons face aux événements politiques nationaux ou mondiaux. Ainsi, cela aurait-il un sens politique que nous nous délimitions du lambertisme, et de tous ceux qui proviennent de ce courant, à partir de l'appui que ceux-ci ont donné au MNA (Mouvement National Algérien) et à son dirigeant Messali Hadj qu'ils considéraient comme une direction ouvrière dans la révolution algérienne ? Non, il est clair que non. Alors quel sens politique y a-t-il à se délimiter du morenisme à cause de son entrisme dans le Mouvement des Groupements Ouvriers (MAO) péroniste, en 1958, après le coup d'état de 1955, quand le péronisme était dans une lutte de résistance à la dictature ? Aucun, sauf si on ne veut capter des militants issus de ce courant (lesquels, soit dit en passant, ne savent probablement rien d'un tel entrisme), et il serait plus pertinent de critiquer l'Assemblée constituante pour la Pologne de 1981, ou de critiquer la révision de la révolution permanente avec la révolution démocratique de 1984. Il faut avoir une rationalité politique et savoir considérer le contexte, l'époque et l'importance de la question examinée.

Et la contradiction de cette politique défensive du CoReP - parce que fondamentalement il s'agit d'une politique défensive-, c'est qu'en même temps qu'il poursuit dans cette voie, il appelle à la construction d'une internationale ou d'un courant international. C'est pour cela que nous considérons davantage principal, politique et profitable, de discuter les divergences politiques actuelles ou récentes et non pas celles concernant des faits de plus de 50 ans, quand tous ceux ou presque tous ceux, qui ont impulsé, suivi et défendu ces lignes politiques sont décédés (celles-ci pourront bien entendu être discutées, dans un autre cadre, quand les relations seront consolidées). Pourquoi dans le Projet de plateforme présenté par le Bureau International du CoReP ne dit-on rien, par exemple, de la L5I (et de la TIGR qui faisait partie de ce courant et qui continue de défendre cette orientation) ou de tout le grantisme, qui a accepté de se rendre à la convocation du président vénézuélien, Hugo Chávez, c'est-à-dire avec la bourgeoisie nationale, pour construire une Ve Internationale bourgeoise ? Ou l'appel à voter Syriza, par la TIGR, en 2013, alors même que dans sa déclaration, elle expliquait que Syriza allait appliquer l'ajustement. Nous sommes sincèrement convaincus que personne en dehors du CoReP, ne peut comprendre pourquoi l'entrisme est plus condamnable avec le MAO péroniste, en 1958, que les faits ci-dessus. Nous ne nions pas qu'il y ait là du crétinisme, mais nous estimons que cela ne place pas les choses sur les rails de la politique.

3) Sur la IVe Internationale et le fil rouge. Au point 40 du Projet de plateforme... il est dit que bien que nous ne soyons pas parvenus à la révolution mondiale au moins nous serions dans une meilleure situation face à la social-démocratie, au stalinisme et au nationalisme bourgeois, si l'Internationale bolchevique - léniniste (IVe Internationale) ou bien si les trotskystes, avaient répondu correctement durant l'immédiat après guerre et dans les décennies suivantes. Alors objectivement, quand bien même nous aurions toujours commis des erreurs et des déviations, nous aurions dû être les meilleurs et avoir construit les partis qui dans une situation révolutionnaire auraient pu arracher la direction des masses. Ce que l'on ne comprend pas, c'est pourquoi dans le même point vous dites que, du fait de ces erreurs et déviations, le fil rouge de la continuité a été rompu avec la IVe Internationale, avec Trotsky, et le legs théorique programmatique de la IVe Internationale, et que vous n'envisagiez pas de la reconstruire ou de la refonder. Et dans les points 41, 42, 43 et 44 il semblerait que vous disiez que, jusqu'à ce que vous apparaissiez, il n'y aurait pas eu de trotskysme durant six ou sept décennies et que vous seriez ce fil rouge qui réparerait la IVe Internationale détruite (sans qu'on sache à quel moment celle-ci a été détruite et si ce moment est le même que celui de la rupture définitive du fil rouge de la continuité). Mais dire qu'on serait les seuls trotskystes serait de l'autoproclamation et par la même préjudiciable parce que cela

interdirait de reconnaître ses propres erreurs passées et à venir. Et, s'il ne s'agit pas de cela, ce que vous voulez dire, dans les points cités, n'est pas très clair (en dehors d'une critique générale de tout le monde). Nous constatons également qu'il ne s'agit pas d'une critique effectuée de l'intérieur de la IVe Internationale, mais de l'extérieur, comme si, à ces époques que vous critiquez, vous n'en aviez pas fait partie.

Nous voulons préciser notre position. Nous ne croyons pas être les élus du destin, ou être, à priori, les seuls ou les véritables trotskystes. Mais oui nous sommes convaincus qu'il faut mener le combat pour constituer des partis et des groupes marxistes dans la classe ouvrière, à partir des principes, et faire en sorte que les dits groupes ou partis adoptent l'héritage théorique - programmatique de la IVe Internationale (de Lénine et Trotsky) en combattant sérieusement le centrisme et l'opportunisme. Et nous sommes également convaincus que, sinon tous, mais au moins la grande majorité des courants trotskystes vont éclater, à différents moments, en donnant naissance à des fractions tantôt sur leur droite tantôt sur leur gauche et que ces dernières conservent de grands héritages trotskystes ou fil de la continuité, bien que dans certains cas plus ténus que dans d'autres, avec l'héritage théorique - programmatique de la IVe Internationale-, et c'est avec beaucoup de ceux-là que nous construirons l'Internationale. Mais pour cette politique l'autoproclamation isole et est, pour cela, contre-indiquée.

4) Sur la Palestine nous voyons plusieurs divergences. Votre position est contradictoire, ou au moins ambiguë. Vous vous dites opposés à l'existence de deux États mais vous considérez Israël comme un pays colonialiste et non comme une enclave impérialiste. Qu'Israël ne respecte pas les territoires misérables qu'il a laissés aux palestiniens, et y installe des colons juifs - sionistes, est secondaire par rapport au fait que c'est l'impérialisme qui l'a créé et imposé comme Etat artificiel. Israël n'est pas un pays impérialiste colonialiste, bien que le développement de ses forces productives pourrait le laisser croire. C'est une enclave impérialiste. D'ailleurs cette conception qui voudrait qu'Israël soit un Etat colonialiste n'explique pas pourquoi il faudrait le détruire, il suffirait de l'obliger à décoloniser. Par ailleurs, vous défendez correctement la théorie de la révolution permanente quand vous niez la possibilité que ce soit la bourgeoisie qui réalise la libération de la Palestine, mais contradictoirement vous avancez le mot d'ordre bourgeois d'une Palestine unifiée, pluriethnique, démocratique et laïque, dans le cadre d'une Fédération Socialiste de la région. Cela est incompréhensible. Pourquoi une revendication bourgeoise dans le cadre d'Etats déjà ouvriers ? Peut-être n'avez-vous pas encore élaboré sur la révolution socialiste en Palestine, ou doit-elle attendre la révolution socialiste dans d'autres pays de la région ? Mais en même temps vous niez cette partie de la théorie de la révolution permanente qui explique que seule la dictature du prolétariat peut résoudre les tâches démocratiques. Ce n'est pas l'orientation qu'adopte le projet avec sa Palestine unifiée, pluriethnique, démocratique et laïque. On peut toujours spéculer sur d'autres façons de détruire l'Etat sioniste, mais toutes ces variantes, si elles ne sont pas dirigées par la classe ouvrière, n'apporteraient qu'une plus grande souffrance pour les prolétariats palestinien et juif. Le mot d'ordre de Palestine ouvrière et socialiste ne peut pas être absent. C'est le seul mot d'ordre qui, partant de la revendication démocratique - nationale, unifie le prolétariat sans distinction de religion ou de race.

Mais si vous dites que vous êtes d'accord avec le point 7 de notre Déclaration qui traite de la Palestine, bien que votre position nous semble contraire, nous proposons que ce soit vous qui fassiez la synthèse améliorée sur le sujet, si c'est possible. Nous disons cela parce qu'il n'y a peut-être pas de divergence, qu'il s'agit seulement d'un problème de rédaction et qu'au fond nous sommes d'accord ; ainsi nous nous retrouvons davantage dans la déclaration du CoReP du 13 juillet 2014 qu'avec votre projet de Plateforme.

5) Bien que nous soyons d'accord avec la question de l'Assemblée constituante, et avec la critique que vous faites de PO et du PTS concernant l'Argentine de 2001, nous ne pensons pas que notre tâche soit de défendre et d'étendre la démocratie, comme il est dit au début du point 13 du Projet de plateforme présenté par le Bureau International du CoReP. Face à la réaction nous défendons la démocratie bourgeoise mais en même temps nous ne cessons jamais de dire qu'il s'agit d'un leurre, pour tromper les travailleurs. Qu'il s'agit d'un mécanisme bourgeois de domination. Comme les revendications minimales, nous défendons les revendications démocratiques de toutes nos forces, mais nous ne luttons pas pour l'extension de la démocratie. Si nous faisons cela nous serions de vulgaires réformistes et nous ne pourrions pas critiquer le régime d'une façon marxiste, ni avec la perspective de la révolution. Dans Le Programme de Transition, Trotsky parle d'une défense et non d'une extension de la démocratie. Mais nous voulons attirer votre attention sur le fait que votre document, de 2015, qui aborde beaucoup de thèmes, ne dit rien de l'appui électoral, qu'apportent, à la social-démocratie et aux fronts électoraux ou aux gouvernements anti-crise comme Podemos et Syriza, plusieurs organisations qui se disent trotskystes.

6) Nous attirons aussi votre attention sur le fait que dans un projet de Plateforme présenté par le bureau international du CoReP aussi long il n'est question que de la politique des spartacistes pour critiquer leur orientation philo-stalinienne lors des événements de 1989-91, mais rien n'est dit ou presque rien des autres courants qui représentent l'immense majorité des trotskystes, qui ont capitulé devant l'aile démocratique bourgeoise de la bureaucratie stalinienne restauratrice. Il est aussi question dans votre projet de l'inéluctabilité de la restauration capitaliste à l'Est de l'Europe et dans l'ex-URSS, mais depuis quand, et en vertu de quoi la restauration capitaliste, était-elle inéluctable ? parce que si c'est par suite de l'absence d'une direction révolutionnaire, c'est le cas depuis le milieu ou la fin des années 30, du temps même de Trotsky. Mais, bien qu'il était très difficile de construire le parti ouvrier révolutionnaire dans ce contexte, cela ne nous empêchait pas d'avoir une politique correcte et de défendre inconditionnellement l'Etat ouvrier bureaucratique, jusqu'à la dernière tranchée, comme disait Trotsky, dans la lutte pour la révolution politique. Parce que, comme il le souligne dans *La Révolution trahie*, confrontée à la crise de l'Etat ouvrier bourgeois (l'E.O.B) la bureaucratie finira toujours par s'orienter vers la restauration des rapports capitalistes de production. Et c'est cela qu'il faut examiner, voir si ces organisations ont maintenu ou non une politique révolutionnaire d'indépendance de classe face aux différents secteurs de la bureaucratie. Parce que toute politique qui s'aligne sur l'une ou l'autre aile de la bureaucratie est également capitulatrice face à la restauration capitaliste.

7) De la même façon nous constatons que si vous êtes prompt à critiquer tous les autres, vous ne dites rien de vos origines, ni des courants auxquels vous avez appartenus et de la façon dont ceux-ci ont répondu aux événements de 1989/91. Nous ne voulons pas dire par là que vous devez parler de vous, mais que si vous désirez parler autant des autres à propos d'événements passés vous devriez dire de quel courant, et de quelle politique, vous vous revendiquez ou au moins de ceux dont vous avez fait partie. D'autant plus lorsque vous critiquez le trotskysme ça et là sur des questions de cinquième ordre. Alors que sur un sujet aussi important que la disparition des Etats ouvriers bourgeois, le phénomène politique le plus important de ces 60 dernières années, qui fut le test déterminant du trotskysme, vous ne dites rien ni de l'attitude des autres courants ni de la politique qui fut la vôtre. Notre attitude envers le courant moréniste est différente, nous ne nions pas avoir fait partie et nous avons réalisé à son égard des critiques très sévères, surtout par rapport à ces événements, parce que là se reflètent presque toutes ses erreurs théoriques – programmatiques et ses capitulations pratiques. C'est seulement de cette manière qu'il est possible d'avancer sur le plan théorique – programmatique et, grâce à cela, politiquement aussi.

8) Il y a un autre problème avec votre Projet de Programme - mais qui concerne aussi notre Déclaration – c'est qu'il ne se traduit pas dans des mots d'ordre clairs, avec les six, sept ou huit revendications les plus importantes pour la classe ouvrière ou pour lesquelles les travailleurs du monde doivent lutter. Par exemple : Non aux bombardements - Troupes impérialistes hors de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak ! Autodétermination de toutes les nationalités opprimées! Libération de tous les militants ouvriers, paysans et populaires et arrêts des poursuites! Du travail pour tous par la réduction de la journée de travail à 6 - ou 4 heures au plan mondial - sans réduction de salaire! Echelle mobile des salaires ! A bas les plans d'ajustement ou d'austérité et la flexibilité du travail! Grève générale pour faire échec aux attaques patronales et gouvernementales! Pour le développement de Conseils Ouvriers et Populaires! Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs! Fédération d'Etats Ouvriers Socialistes, planifiant l'économie mondiale pour en finir avec l'exploitation, l'oppression, la faim et la misère, dans une économie mondiale écologiquement durable! La classe ouvrière mondiale, son avant-garde révolutionnaire, doivent se doter d'un programme auquel ne peuvent manquer les mots d'ordre les plus importants.

Chers camarades du CoReP, camarade Couthon, ce n'est parce que nous avons tel ou tel accord partiel que nous faisons des déclarations communes avec tels groupes ou tels courants. Nous ne faisons cela que sur la base d'accords politiques généraux solides. Par exemple, sur la Palestine ; sur le soutien électoral à la social-démocratie (Syriza, Podemos, etc...) ; sur le rejet tant du sectarisme que de l'opportunisme sans principes par rapport à la propre l'histoire du trotskysme, aux événements de l'Est européen et de l'ex-URSS, etc.

Ce texte que nous vous envoyons maintenant n'est pas une réponse définitive, mais un texte polémique pour ouvrir la discussion. Ce n'est que s'il existe ces accords fondamentaux, que nous pourrions avancer vers une plate-forme commune de fusion, comme vous nous y invitez dans votre message.

Fraternellement,

Marcelo Ríos, par la LCT.-

16 septembre 2016

Nous ne considérons pas que vous nous avez apporté des réponses satisfaisantes à nos critiques avec la nouvelle version du Projet de Programme que vous nous avez adressé, parce qu'après sa lecture : 1) votre position sur la Palestine et l'État d'Israël continue d'être ambiguë ; 2) vous ne dites pas si vous défendez ou pas le soutien électoral à la social-démocratie, à Syriza et aux gouvernements ou fronts "anti-crise" ; 3) Vous ne dites rien de la capitulation devant la démocratie bourgeoise et par suite de la restauration capitaliste en URSS et en Europe de l'Est dans les années 1989-91, ni quelle position vous avez eu alors ou au moins de quelle position vous vous revendiquez ; 4) Vous ne dites pas non plus si vous vous revendiquez de l'héritage théorique - programmatique de la IVe Internationale. Etc., etc.

21 septembre 2016

Chers camarades du CoReP,

Nous vous informons que notre lettre du 14 septembre est signée par la LCT mais a l'appui des autres composantes du CO-ICOR, le MAS de Russie et la FT-VP du Brésil.

Fraternels saluts trotskistes, Marcelo.

25 novembre 2016

Chers camarades du CoReP

Nous attendons toujours votre réponse aux 8 points de notre lettre du 14 septembre. Et, nous profitons de ce courrier pour réparer une erreur que nous avons commise. Il s'agit d'un oubli important.

Dans votre Projet de programme vous avez oublié - à moins que vous n'ayez changé d'analyse - ce qu'auparavant vous caractérisiez correctement quand vous partagiez avec nous cette appréciation que la chute du Mur de Berlin, la disparition de l'URSS et la restauration du capitalisme était un échec historique majeur. Qui ouvrirait de ce fait une étape mondiale de recul et de renversement des rapports de forces au détriment de la classe ouvrière mondiale.

Il s'agit de quelque chose d'important parce que si on est conséquent avec cette caractérisation, alors il faut faire face à la situation avec la tactique politique du Front Unique Ouvrier. Or, dans aucune des deux versions que vous nous avez envoyées, vous ne parlez de cela.

Nous cherchons à aller au fond dans l'analyse de l'étape mondiale. Bien que celle-ci ne soit pas idéologiquement aussi réactionnaire que dans les années 90 qui marquaient la victoire du capitalisme, elle continue d'être défavorable, en ce qui concerne les rapports de forces, pour la classe ouvrière. C'est pourquoi nous donnons beaucoup d'importance à la question du FUO, et à la discussion sur son application.

Nous avons beaucoup d'accords de principe avec les textes que vous nous avez envoyé sur la Syrie. Cependant, malgré cela, notre position nous semble plus correcte (voir la déclaration du CO-ICOR sur la Syrie) parce qu'elle cherche à avoir un point d'appui dans le processus pour apporter des réponses. Alors que ce que vous projetez est si puriste et sectaire que vous paralyseriez n'importe quel groupe marxiste sur le terrain. Parce qu'en dernière instance ce qui ressort de votre caractérisation c'est une orientation qui conduit à se cacher ou à fuir la Syrie. Nous vous le répétons, du point de vue des principes, votre position est correcte, mais son adéquation politique est erronée du fait de son sectarisme.

Enfin, nous ajoutons à la discussion, la caractérisation de l'étape mondiale ouverte en 1989/91 comme neuvième (9) point, et celle de la situation en Syrie, que vous avez introduite avec vos textes, comme dixième (10) point.

Nous attendons votre réponse, la LCT pour le CO-ICOR

Traduction par le GMI